



Les services publics sont notre bien commun

**Les attaques faites à la fonction publique sont des coups
portés à l'ensemble de la population**

Les organisations syndicales Aveyronnaises de la Fonction Publique appellent les agents des trois versants de la Fonction Publique à une journée d'action et de grève dès le 5 décembre 2024.

Si, lors de la rencontre avec le Ministre Kasbarian, nous avons obtenu le maintien des catégories A, B et C de la Fonction Publique, force est de constater que le représentant du gouvernement n'a pas répondu à la plupart de nos autres propositions et revendications dont celle d'abandon total du projet de loi dit « Guerini ».

A l'évidence, le gouvernement Barnier prévoit de durcir davantage les conditions des fonctionnaires, en les stigmatisant toujours plus. Les fondamentaux de la politique mise en œuvre par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs sont ainsi confirmés :

- Plus d'austérité budgétaire (projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale 2025) ;
- Toujours plus d'austérité salariale, avec le gel annoncé du point d'indice ;
- Moins de politiques publiques et moins de services publics ;
- Une dégradation organisée des conditions de vie et de travail des agents.

Face à cette entreprise de liquidation de la Fonction publique et de ses agents, nos organisations syndicales disent que d'autres choix sont possibles et nécessaires. Elles appellent tous les agents de la Fonction Publique, en Aveyron, à la grève dès le 5 décembre, pour une première journée d'action, en lançant ainsi un avertissement clair au premier ministre et à son gouvernement afin qu'ils renoncent :

- Aux 3 jours de carence dans la fonction publique,
- A la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie (-10%),
- Au non-versement de la Gipa.

Dans le même temps, nos organisations syndicales appellent les agents de la fonction publique, fonctionnaires et contractuels, à se mobiliser pour :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques ;
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels ;
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales ;
- la refonte des grilles indiciaires ;
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'abrogation de la loi portant contre-réforme des régimes de retraite ;
- le développement et le financement de politiques de protection sociale et d'action sociale de haut niveau ;
- le maintien du nombre de jour férié (vote sénat pour imposer 7 heures de travail non rémunérées par an)...

**Le 5 décembre, dans l'unité, rassemblés, organisés,
lançons le premier acte d'une lutte revendicative au service de tous**

Rendez-vous 05/12 à 14H30

devant la préfecture à Rodez

